

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

INTER COURTAGE

Société par actions simplifiée au capital de 75 000 €
Siège Social : 291 rue Robinson 59495 Leffrinckoucke
076 150 150 RCS Dunkerque

Comptes annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2024**I. – Bilan**

(En euros.)

Bilan Actif	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions brevets droits similaires	32 282	26 165	6 117	
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	30 490	30 490		
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 273	2 273		
Constructions	6 674	6 674		
Installations techniques, mat. et outillage indus.				
Autres immobilisations corporelles	469 504	409 284	60 220	34 169
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations évaluées selon mise en équival.				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	50 727		50 727	50 965
Total (II)	591 950	474 885	117 065	85 134
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et Acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Créances clients et comptes rattachés	625 281		625 281	572 000
Autres créances	2 240		2 240	66 001
Capital souscrit appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 364 289		1 364 289	1 622 841
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	13 231		13 231	27 189
Total (III)	2 005 042		2 005 042	2 288 286
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Ecart de conversion actif (VI)				
Total actif (I à VI)	2 596 992	474 885	2 122 106	2 373 419
(1) dont droit au bail				
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an			50 727	50 965
(3) dont créances à plus d'un an				

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux Propres		
Capital social ou individuel	75 000	75 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport...	11 171	11 171
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale	7 500	7 500
Réserves statutaires ou contractuelles	47 240	47 240
Réserves réglementées		
Autres réserves	857 621	1 056 379
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	346 408	348 242
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total des capitaux propres	1 344 941	1 545 533
Autres fonds propres		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Total des autres fonds propres		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	59 309	56 700
Total des provisions	59 309	56 700
Dettes (1)		
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)	987	987
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65 837	57 085
Dettes fiscales et sociales	649 993	711 957
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance (1)	1 039	1 157
Total des dettes	717 856	771 186
Ecart de conversion passif		
Total passif	2 122 106	2 373 419
<i>Résultat de l'exercice exprimé en centimes</i>	<i>346 408,39</i>	<i>348 242,41</i>
<i>(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an</i>	<i>717 856</i>	<i>771 186</i>
<i>(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP</i>		
<i>(3) Dont emprunts participatifs</i>		

II. – Compte de résultat

			31/12/2024	31/12/2023
	France	Exportation	12 mois	12 mois
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue (Biens)				
Production vendue (Services et Travaux)	4 385 810		4 385 810	4 455 350
Montant net du chiffre d'affaires	4 385 810		4 385 810	4 455 350
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				

Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			22 982	31 475
Autres produits			138	18
Total des produits d'exploitation (1)			4 408 930	4 486 842
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Achats de matières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes			617 267	549 754
Impôts, taxes et versements assimilés			65 915	64 266
Salaires et traitements			2 291 382	2 353 662
Charges sociales du personnel			964 744	1 014 300
Cotisations personnelles de l'exploitant				
Dotations aux amortissements :				
- sur immobilisations			20 247	21 501
- charges d'exploitation à répartir				
Dotations aux dépréciations :				
- sur immobilisations				
- sur actif circulant				
Dotations aux provisions			9 253	19 131
Autres charges			9 150	10 198
Total des charges d'exploitation (2)			3 977 958	4 032 812
Résultat d'exploitation			430 972	454 030
Opéra. comm.				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
De participations (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			31 427	7 789
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers			31 427	7 789
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières				
Résultat financier			31 427	7 789
Résultat courant avant impôts			462 399	461 819
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital			8 000	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels			8 000	
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion			2 140	3 683
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				

Total des charges exceptionnelles			2 140	3 683
Résultat exceptionnel			5 860	-3 683
Participation des salariés				
Impôts sur les bénéfices			121 850	109 894
Total des produits			4 448 357	4 494 632
Total des charges			4 101 948	4 146 389
Résultat de l'exercice			346 408	348 242
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs				
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs				
(3) dont produits concernant les entreprises liées				
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées				

III. – Notes annexes

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2023-05 du 10 novembre 2023 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Le bilan de l'exercice présente un total de 2 122 106 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 4 448 357 euros et un total charges de 4 101 948 euros, dégagant ainsi un résultat de 346 408 euros.

L'exercice considéré débute le 1^{er} janvier 2024 et finit le 31 décembre 2024.
Il a une durée de 12 mois.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27/03/2025 par les dirigeants de l'entreprise.

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

- Concessions et brevets : 1 à 5 ans
- Terrains et aménagements : 50 ans
- Constructions : 10 à 50 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- Matériel de transport : 4 à 5 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 5 à 10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est composé des commissions perçues sur les transactions contractualisées entre des vendeurs et acheteurs de matières premières agricoles. Le chiffre d'affaires est reconnu en comptabilité lors de la livraison effective des matières premières.

Provision congés payés

La provision congés payés comptabilisée au 31 décembre 2024 a été réintégrée fiscalement, selon l'article 39-1-1° du CGI (issu de l'article 8 de la loi de finances pour 1987).

De ce fait, la provision congés payés constatée au 31 décembre 2023 a été déduite fiscalement.

Evènements postérieurs à la date de clôture

Néant

Immobilisations

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
Incorporelles						
Frais d'établissement et de développement						
Autres	55 844		6 928			62 772
Total immobilisations incorporelles	55 844		6 928			62 772
Corporelles						
Terrains	2 273					2 273
Constructions sur sol propre						
Sur sol d'autrui	6 674					6 674
Instal. agencement						
Instal technique, matériel outillage industriels						
Instal., agencement, aménagement divers	58 701					58 701
Matériel de transport	249 708		43 587		38 400	254 895
Matériel de bureau, mobilier	154 008		1 900			155 908
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
Total immobilisations corporelles	471 364		45 487		38 400	478 451
Financières						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	50 965				238	50 727
Total immobilisations financières	50 965				238	50 727
Total	578 173		52 415		38 638	591 950

Amortissements

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
		Dotations	Diminutions	
Incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	55 844	811		56 655
Total immobilisations incorporelles	55 844	811		56 655
Corporelles				
Terrains	2 273			2 273
Constructions sur sol propre				
Sur sol d'autrui	6 674			6 674
Instal. agencement aménagement				
Instal technique, matériel outillage industriels				
Autres Instal., agencement, aménagement divers	55 318	1 073		56 390
Matériel de transport	230 916	12 192	38 400	204 708
Matériel de bureau, mobilier	142 014	6 171		148 186
Emballages récupérables et divers				
Total immobilisations corporelles	437 195	19 436	38 400	418 231
Total	493 039	20 247	38 400	474 885

Provisions

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
Provisions réglementées				
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres				
Provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges				
Pour litiges				
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations similaires				
Pour impôts				
Pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	56 700	9 253	6 644	59 309
Provisions pour risques et charges	56 700	9 253	6 644	59 309
Provisions pour dépréciation				
Sur immobilisations				
Incorporelles				
Corporelles				
Des titres mis en équivalence				
Titres de participation				
Autres immo. financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				
Autres				
Provisions pour dépréciation				
Total général	56 700	9 253	6 644	59 309
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		9 253	6 644	
- financières				
- exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5° du C.G.I.

Créances et Dettes

	31/12/2024	1 an au plus	Plus d'1 an
Créances			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	50 727	50 727	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	625 281	625 281	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée	2 240	2 240	
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avances	13 231	13 231	
Total des créances	691 479	691 479	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes				
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emp. dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine (1)				
Emp. dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine (1)				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	65 837	65 837		
Personnel et comptes rattachés	228 716	228 716		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	300 443	300 443		
Impôts sur les bénéfices	11 956	11 956		
Taxes sur la valeur ajoutée	56 421	56 421		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	52 457	52 457		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	987	987		
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 039	1 039		
Total des dettes	717 856	717 856		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)	987			

Produits à recevoir (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	9 487	7 403	2 085	28,16
Autres créances	9 655	6 383	3 272	51,26
Total	19 143	13 786	5 357	38,86

Charges à payer (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	56 061	39 488	16 573	41,97
Dettes fiscales et sociales	326 312	394 517	-68 205	-17,29
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes				
Total	382 373	434 005	-51 632	-11,9

Charges constatées d'avance (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Charges constatées d'avance - Exploitation	13 231	27 189	-13 958	-51,34
Charges constatées d'avance - Financières				
Charges constatées d'avance - Exceptionnelles				
Total	13 231	27 189	-13 958	-51,34

Produits constatés d'avance (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Produits constatés d'avance - Exploitation	1 039	1 157	-118	-10,19
Produits constatés d'avance - Financiers				
Produits constatés d'avance - Exceptionnels				
Total	1 039	1 157	-118	-10,19

Capital social

31/12/2024	Nombre	Val. Nominale	Montant
Actions / Parts sociales			
Du capital social début exercice	1 000,00	75,0000	75 000,00
Emises pendant l'exercice			
Remboursées pendant l'exercice			
Du capital social fin d'exercice	1 000,00	75,0000	75 000,00

Variations des Capitaux Propres

	Capitaux propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1 (1)	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice (2)	Capitaux propres clôture 31/12/2024
Capital social	75 000				75 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport...	11 171				11 171
Ecart de réévaluation					
Réserve légale	7 500				7 500
Réserves statutaires ou contractuelles	47 240				47 240
Réserves réglementées					
Autres réserves	1 056 379	98 242		-297 000	857 621
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice	348 242	-348 242		346 408	346 408
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Total	1 545 533	-250 000		49 408	1 344 941

Date de l'assemblée générale 23/05/2024

Dividendes attribués : 547 000

(1) Dont dividende provenant du résultat n-1 : 250 000

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 : 1 295 533

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif : 1 295 533

(2) Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice : -

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure : -200 592

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	31/12/2024	31/12/2023	%	%
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
Emetteur	11 993	11 036	100,00	100,00
Filiales intégrées globalement				
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes				
Emetteur				
Filiales intégrées globalement				
Sous-total	11 993	11 036	100,00	100,00
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
Juridique, fiscal, social				
Autres				
Sous-total				
Total	11 993	11 036	100,00	100,00

Engagements financiers

31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés	560 134	
Cf. état Engagements financiers - Engagements en pensions, retraite et assimilés	560 134	
Autres engagements		
Total des engagements financiers (1)	560 134	
(1) Dont concernant :		
Les dirigeants		
Les filiales		
Les participations		
Les autres entreprises liées		

Effectif moyen

31/12/2024	Interne	Externe
Effectif moyen par catégorie		
Cadres & professions intellectuelles supérieures	12	
Professions intermédiaires		
Employés	3	
Ouvriers		
Total	15	

Détail - Engagements en pensions, retraite et assimilés

Engagements financiers - Engagements en pensions, retraite et assimilés	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Les indemnités de fin de carrière sur la base d'un départ volontaire à 64 ans, avec un taux d'actualisation 3,3 % et de capitalisation de 2,25 % s'élèvent à 560 134 € au 30/09/2024 (calcul AXA). Ces fonds sont couverts à hauteur de 438 273 €	560 134	
Totalisation	560 134	

IV. – Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société INTER COURTAGE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D .441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Caen,

TALENZ ALTEIS AUDIT SAS

Christophe CHARETON
Commissaire aux Comptes Associé
Signé par Christophe Chareton le 23/04/2025

V. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible au siège social de la société